

A V I S N° 1.588

---

Séance du mardi 19 décembre 2006

---

Projet d'arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 20 juillet 2001 portant règlement général de la protection des personnes et de l'environnement contre le danger des rayonnements ionisants

2.230-1

**AVIS N° 1.588**

---

Objet : Projet d'arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 20 juillet 2001 portant règlement général de la protection des personnes et de l'environnement contre le danger des rayonnements ionisants

---

Par lettre du 29 novembre 2006, monsieur W. DE ROOVERE, Directeur général de l'Agence fédérale de contrôle nucléaire, a demandé l'avis du Conseil national du Travail sur un projet d'arrêté royal portant modification de l'arrêté royal du 20 juillet 2001 portant règlement général de la protection de la population, des travailleurs et de l'environnement contre le danger des rayonnements ionisants.

Sur rapport de son Bureau exécutif, le Conseil national du Travail a émis le 19 décembre 2006. l'avis unanime suivant.

x                      x                      x

## **AVIS DU CONSEIL NATIONAL DU TRAVAIL**

---

### **I. OBJET ET PORTÉE DE LA DEMANDE D'AVIS**

Par lettre du 29 novembre 2006, monsieur W. DE ROOVERE, Directeur général de l'Agence fédérale de contrôle nucléaire, rappelle que le Conseil d'État a prononcé le 8 novembre 2006 un arrêt en annulation des articles 50 à 55.3 de l'arrêté royal du 20 juillet 2001 portant règlement général de la protection des personnes et de l'environnement contre le danger des rayonnements ionisants. Par ailleurs, cette annulation ne produit pas ses effets avec rétroactivité.

Anticipant cette annulation, l'Agence fédérale avait élaboré un projet d'arrêté royal portant un nouveau règlement général. Le Conseil national du Travail s'était prononcé à ce sujet dans l'avis n° 1.555 du 2 mai 2006.

L'Agence fédérale a adapté ce projet d'arrêté royal compte tenu des remarques des organes consultatifs. Ces modifications sont limitées aux articles annulés (chapitre VI - articles 50 à 55.3 relatifs aux applications en médecine humaine et vétérinaire) et aux dispositions transitoires relatives au chapitre VI (article 81.6).

### **II. POSITION DU CONSEIL**

Le Conseil a consacré un examen au projet d'arrêté royal soumis pour avis.

À cet égard, il a prêté une attention particulière aux modifications apportées par ce texte à l'arrêté royal du 20 juillet 2001 susvisé.

L'Agence fédérale de contrôle nucléaire anticipant une annulation de cet arrêté royal avait élaboré un projet d'arrêté royal portant un nouveau règlement général. Constatant que l'annulation se limite aux articles 50 à 55.3 du règlement général, l'Agence fédérale souhaite limiter le projet de nouveau règlement général aux seules dispositions relatives aux applications médicales. Ces modifications ont pour objectif de combler une situation de vide juridique en ce qui concerne cesdites applications médicales, apparue depuis l'arrêt en annulation susvisé du Conseil d'État.

Dans ce cadre, le Conseil a en outre pris connaissance de l'avis émis le 15 décembre 2006 par le Conseil supérieur pour la prévention et la protection au travail au sujet de ce projet d'arrêté royal (avis n° 112)<sup>1</sup>.

Le Conseil constate que dans cet avis, le Conseil supérieur se prononce unanimement en faveur du projet d'arrêté royal, sous réserve d'une remarque.

Cette remarque porte sur la formation. En effet, le Conseil supérieur conseille d'effectuer à l'avenir un réexamen critique et approfondi des exigences de formation, en concertation avec les groupes concernés.

À cet égard, il demande une radioscopie de ces exigences actuelles en vue d'une harmonisation et de l'efficacité. Le Conseil supérieur souhaite être associé à ce réexamen pour autant qu'il s'agisse d'aspects relatifs à la protection des travailleurs.

En conclusion de son examen, le Conseil national du Travail adhère à l'avis émis par le Conseil supérieur. Il se prononce par conséquent en faveur du projet d'arrêté royal, sous réserve de la remarque précitée.

-----

---

<sup>1</sup> Voir cet avis en annexe

SERVICE PUBLIC FEDERAL  
EMPLOI, TRAVAIL ET  
CONCERTATION SOCIALE

-----

FEDERALE OVERHEIDSDIENST  
WERKGELEGENHEID, ARBEID EN  
SOCIAAL OVERLEG

-----

Conseil supérieur pour la Prévention et la Protection au travail

-----

Hoge Raad voor Preventie en Bescherming op het werk.

-----

Avis n° 112 du 15 décembre 2006 sur le projet d'arrêté royal portant modification de l'arrêté royal du 20 juillet 2001 portant règlement général de la protection de la population, des travailleurs et de l'environnement contre le danger des rayonnements ionisants.

### **I. PROPOSITION ET MOTIVATION**

Par lettre du 29 novembre 2006, adressée au Conseil supérieur PPT, monsieur Willy DE ROOVERE, directeur général de l'AFCN, a sollicité l'avis du Conseil supérieur pour la prévention et la protection au travail, sur le projet d'arrêté royal portant modification de l'arrêté royal du 20 juillet 2001 portant règlement général de la protection de la population, des travailleurs et de l'environnement contre le danger des rayonnements ionisants.

Etant donné que le projet d'arrêté soumis constitue, à quelques modifications limitées près, le chapitre VI de l'arrêté royal sur lequel le Conseil supérieur donna déjà son avis n° 96 le 24 février 2006, le Bureau exécutif du Conseil décida le 8 décembre 2006 de porter immédiatement le projet à l'ordre du jour de la réunion plénière du Conseil du 15 décembre 2006.

Ce chapitre règle les critères d'exposition lors des applications de radiations ionisantes en médecine humaine et vétérinaire, les exigences imposées à l'équipement, les autorisations et les qualifications

Advies nr. 112 van 15 december 2006 over het ontwerp van koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 20 juli 2001 houdende algemeen reglement op de bescherming van de bevolking, van de werknemers en het leefmilieu tegen het gevaar van de ioniserende stralingen.

### **I. VOORSTEL EN MOTIVERING**

Bij brief van 29 november 2006, gericht aan de Hoge Raad PBW, heeft de heer Willy DE ROOVERE, directeur-generaal van het FANC, het advies van de Hoge Raad voor preventie en bescherming op het werk gevraagd over de hoger vermeld ontwerp van koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 20 juli 2001 houdende algemeen reglement op de bescherming van de bevolking, van de werknemers en het leefmilieu tegen het gevaar van de ioniserende stralingen.

Ermee rekening houdend dat het voorgelegde ontwerp van besluit, op enkele beperkte wijzigingen na, het hoofdstuk VI vormt het ontwerp van koninklijk besluit waarover de Hoge Raad op 24 februari 2006 reeds zijn advies nr. 96 uitbracht, besliste het Uitvoerend Bureau van de Raad op 8 december 2006 om het ontwerp onmiddellijk in te schrijven op de dagorde van de plenaire vergadering van de Raad op 15 december 2006.

Dit hoofdstuk regelt de blootstellingscriteria bij de geneeskundige en diergeneeskundige toepassingen van ioniserende stralingen, de vereisten voor de uitrusting, de vergunningen en de kwalificaties en

et formations des utilisateurs concernés.

Le présent projet a comme objectif de remplacer les articles 50 à 55.2 et 81.6 de l'arrêté royal du 20 juillet 2001, annulés par un arrêt du 8 novembre 2006 du Conseil d'Etat.

En ce qui concerne les dispositions annulées, le présent projet comporte les modifications suivantes :

L'article 1<sup>er</sup>:

- A l'article 1<sup>er</sup> du présent projet, la définition d'expert en radiophysique médicale est modifiée. Cette modification a pour but de clarifier le contenu du rôle du radiophysicien en médecine vétérinaire. Les radiophysiciens ont, en effet, pour principale mission d'aider les médecins dans le domaine de la radioprotection des patients en médecine humaine ;

L'article 2:

- Le titre du chapitre a été modifié et correspond davantage au contenu du chapitre qui vise également les applications vétérinaires ;
- Conformément à l'avis du Conseil supérieur d'Hygiène, la définition de radiologie interventionnelle a été ajoutée à l'article 50.1 pour éviter toute confusion avec d'autres concepts ;
- Dans la première phrase de l'article 50.2.2., les mots 'entre autres' ont été ajoutés étant donné que les expositions énumérées sont citées à titre d'exemples. Il ne s'agit donc pas d'une énumération exhaustive. Dans un souci de clarification, il est expliqué que les cas visés à l'article 50.2.2. s'appliquent uniquement à l'exposition médicale de personnes ;

de la formation van de betrokken gebruikers.

Het huidige ontwerp heeft tot doel de artikelen 50 tot 55.2 en 81.6 van het koninklijk besluit van 20 juli 2001 te vervangen, die door een arrest van 8 november 2006 van de Raad van State vernietigd werden.

Het voorliggende ontwerp houdt volgende wijzigingen in ten overstaan van de vernietigde bepalingen:

Artikel 1:

- In artikel 1 van het ontwerp wordt de definitie van deskundige in de medische stralingsfysica gewijzigd. Deze wijziging heeft tot doel de inhoud van de rol van de stralingsfysici in de dierengeneeskunde te verduidelijken. De stralingsfysici hebben immers als hoofdplicht de artsen te helpen bij de stralingsbescherming van patiënten in de menselijke geneeskunde;

Artikel 2:

- De titel van het hoofdstuk werd gewijzigd en stemt aldus beter overeen met de inhoud van het hoofdstuk, dat eveneens de diergeneeskundige toepassingen viseert;
- Overeenkomstig het advies van de Hoge Gezondheidsraad werd in het artikel 50.1. de definitie van interventionele radiologie toegevoegd teneinde verwarring met andere begrippen te voorkomen;
- In de inleidende zin van artikel 50.2.2. werden de woorden onder meer toegevoegd aangezien de opgesomde blootstellingen ten titel van voorbeeld zijn aangehaald. Het betreft hier dus geen exhaustieve opsomming. Ter verduidelijking werd geëxpliciteerd dat de gevallen bedoeld in artikel 50.2.2. enkel van toepassing zijn op medische blootstelling van personen;

- L'article 51.1.1., 2<sup>e</sup> alinéa, d fait référence à l'article 11 de la loi du 7 mai 2004 relative aux expérimentations sur la personne humaine en vue de garantir la conformité entre l'arrêté royal et la loi précitée. Dans la même optique, les mots « quant à leur justification » ont été supprimés. Dans la même disposition, en néerlandais, les mots 'in toepassing' ont été remplacés par 'met toepassing' ;
- L'article 51.6.2. est divisé en paragraphes pour éviter tout malentendu et toute interprétation erronée ;
- A l'article 51.6.2., § 1, 1<sup>er</sup> alinéa, la mesure de la densité osseuse doit être traitée comme la radiographie dentaire. Les doses émises par ces appareils sont tellement faibles qu'il n'est pas raisonnable d'exiger qu'ils soient équipés d'un système visé à l'article 51.6.2, § 1 ;
- L'article 51.6.2., § 3 précise qu'un équipement radiologique spécifique ou des paramètres adaptés doivent être utilisés pour certaines expositions médicales. Un équipement radiologique adapté ne suffit plus. Ces conditions plus sévères ont pour but de remédier à certains abus constatés à plusieurs reprises par le passé, notamment lorsque les paramètres des appareils n'étaient pas adaptés à la nature du patient ce qui provoquait des doses trop élevées pour certaines catégories, principalement les enfants ;
- L'article 51.6.3., 1<sup>er</sup> alinéa a été reformulé pour que les appareils destinés uniquement à un usage vétérinaire qui satisfont à la norme internationale indiquée ne doivent plus être approuvés par l'Agence. Cette modification entraînera une simplification administrative. En supprimant l'approbation du type par l'Agence, les exploitants ne devront plus payer de redevance pour ce type
- In artikel 51.1.1., 2<sup>e</sup> lid, d, wordt verwezen naar artikel 11 van de wet van 7 mei 2004 inzake experimenten op de menselijke persoon, teneinde de conformiteit tussen het koninklijk besluit en bovenvermelde wet te garanderen. Vanuit hetzelfde oogpunt werden de woorden voor wat betreft hun rechtvaardiging, geschrapt. Eveneens in artikel 51.1.1., 2<sup>e</sup> lid, d, heeft men in toepassing vervangen door met toepassing;
- Artikel 51.6.2. wordt ingedeeld in paragrafen teneinde misverstanden en misinterpretaties te vermijden;
- In artikel 51.6.2., § 1, lid 1, moet de botdensitometrie zoals tandradiografie behandeld worden. De dosissen die deze toestellen vrijgeven, zijn dermate laag dat het onredelijk is te eisen dat zij uitgerust zijn met een systeem als bedoeld in artikel 51.6.2, §1;
- In artikel 51.6.2., § 3 wordt gepreciseerd dat voor bepaalde medische blootstellingen gebruik moet gemaakt worden van specifieke radiologische uitrusting of aangepaste parameters. Een aangepaste radiologische uitrusting volstaat niet langer. Deze verstrenging hoopt tegemoet te komen aan een aantal wantoestanden die in het verleden herhaaldelijk werden vastgesteld, namelijk dat de parameters van de toestellen niet werden aangepast aan de aard van de patient waardoor sommige categorieën, voornamelijk kinderen, te hoge dosissen opliepen;
- Artikel 51.6.3., lid 1 werd geherformuleerd waardoor de toestellen die uitsluitend voor diergeneeskundig gebruik en voldoen aan de vermelde internationale norm, niet meer door het Agentschap moeten goedgekeurd worden. Deze wijziging draagt bij tot de administratieve vereenvoudiging. Uit het verdwijnen van de typegoedkeuring door het Agentschap, volgt ook dat de exploitant

d'approbation ;

- Le champ d'application de l'article 51.6.4. est reformulé. L'article ne s'applique plus à la médecine vétérinaire. On estime, en effet, qu'il n'est pas souhaitable d'appliquer en médecine vétérinaire la radiophysique médicale, qui sert à l'exposition médicale de personnes ;
- Le champ d'application de l'article 51.6.5. est reformulé. L'article ne s'applique plus à la médecine vétérinaire. On estime, en effet, qu'il n'est pas souhaitable d'appliquer en médecine vétérinaire la radiophysique médicale, qui sert à l'exposition médicale de personnes. En outre, il est proposé que l'expert en radiophysique médicale contrôle au moins annuellement si l'appareil utilisé satisfait aux critères d'acceptabilité. Cette modification permet à l'Agence d'accepter des critères conformes aux 'European Guidelines for Quality Assurance in Breast Cancer Screening and Diagnosis' ;
- Le titre de l'article 51.7.1. est reformulé. De cette manière, le rôle actif de l'expert en radiophysique médicale apparaît déjà dans le titre ;
- L'article 51.7.1., 1<sup>er</sup> alinéa stipule que l'expert en radiophysique médicale est chargé de l'application des mesures de protection au lieu de la surveillance de ces mesures. L'application des mesures fait, en effet, partie de la tâche de l'expert en radiophysique médicale. Cette clarification doit éviter toute interprétation erronée. En outre, la protection assurée ne concerne plus uniquement les patients, mais également toutes les personnes qui subissent des expositions à des fins médicales. Enfin, la référence au contrôle de qualité de l'appareillage qui figurait dans cet article a été supprimée attendu qu'elle est déjà reprise dans

ten hiervoor geen retributie meer betalen;

- Het toepassingsgebied van artikel 51.6.4. wordt geherformuleerd. Dit artikel is niet langer van toepassing op de diergeneeskunde. Men is immers van oordeel dat het niet wenselijk is de medische stralingsfysica, die instaat voor de medische blootstelling van personen, toe te passen in de diergeneeskunde;
- Het toepassingsgebied van artikel 51.6.5. wordt geherformuleerd. Dit artikel is niet langer van toepassing op de diergeneeskunde. Het FANC is immers van oordeel dat het niet wenselijk is de medische stralingsfysica, die instaat voor de medische blootstelling van personen, toe te passen in de diergeneeskunde. Daarnaast wordt voorgesteld dat de deskundige in de medische stralingsfysica minstens jaarlijks controleert of het gebruikte toestel voldoet aan de aanvaardbaarheidscriteria. Deze wijziging laat het Agentschap toe om criteria te aanvaarden die conform zijn aan de 'European Guidelines for Quality Assurance in Breast Cancer Screening and Diagnosis' ;
- De titel van artikel 51.7.1. wordt geherformuleerd. Op die manier wordt de actieve rol van de deskundige in de medische stralingsfysica reeds in de titel weergegeven;
- In artikel 51.7.1., lid 1, wordt gesteld dat de deskundige in de medische stralingsfysica te belasten met de toepassing van de beschermingsmaatregelen, in plaats van het toezicht op deze maatregelen. Het toepassen van de maatregelen maakt immers deel uit van de taak van de deskundige in de medische stralingsfysica. Deze verduidelijking moet misinterpretaties vermijden. Daarnaast verzekert men niet langer de bescherming van patiënten, maar van alle personen die blootstellingen voor medische doeleinden ondergaan. Tot slot werd in dit lid de verwijzing naar de kwaliteitsbeheersing van de apparatuur geschrapt aangezien



l'énumération des mesures ;

- Le nouvel article 51.7.3., 1<sup>er</sup> alinéa, b est plus détaillé que le texte précédent. En outre, le nouvel alinéa 2 est une transposition plus précise de l'article 9.2. de la directive 97/43/Euratom ;
- A l'article 51.7.4., alinéa 2, les mots 'visé à l'article 54.9' sont supprimés parce qu'il n'apparaissait pas clairement si ces mots se rapportaient à l'avis qui doit être demandé ou bien au jury médical ;
- A l'article 51.7.5., alinéa 2, les mots 'visé à l'article 54.9' sont supprimés parce qu'il n'apparaissait pas clairement si ces mots se rapportaient à l'avis qui doit être demandé ou bien au jury médical ;
- Le titre de l'article 53 a été modifié pour couvrir l'intégralité du contenu de l'article ;
- L'article 53.1. est restructuré de manière plus logique :
  1. une partie générale, qui regroupe les dispositions qui s'appliquent à tous les utilisateurs (53.1) ;
  2. une partie spécifique pour les auxiliaires (53.2) ;
  3. une partie spécifique pour les diverses catégories d'utilisateurs, à l'exception de la médecine nucléaire (53.3) ;
    - 53.3.1 : utilisation des rayons X à des fins de radiodiagnostic
    - 53.3.2 : utilisation des rayons X à des fins de mesure de la densité osseuse
    - 53.3.3 : utilisation des rayons X à des fins de radiographie dentaire
    - 53.3.4: utilisation des radionucléides à des fins radiothérapeutiques

dit reeds is opgenomen in de opsomming van de maatregelen;

- Het nieuwe artikel 51.7.3., lid 1, b is gedetailleerder vergeleken met de vroegere tekst. Daarnaast is het nieuwe lid 2 een preciezere omzetting van artikel 9.2. van bovenvermelde richtlijn 97/43/Euratom;
- In artikel 51.7.4., lid 2, zijn de woorden bedoeld in artikel 54.9 geschrapt aangezien het niet duidelijk was of deze woorden sloegen op het advies dat moet gevraagd worden of op de medische jury;
- In artikel 51.7.5., lid 2, zijn de woorden bedoeld in artikel 54.9 geschrapt aangezien het niet duidelijk was of deze woorden sloegen op het advies dat moet gevraagd worden of op de medische jury;
- De titel van artikel 53 werd gewijzigd, op die manier dekt hij de volledige volledige inhoud van het artikel;
- Artikel 53.1. wordt op een meer logische manier geherstructureerd:
  1. een algemeen gedeelte, dat de bepalingen groepeerd die voor alle gebruikers gelden (53.1);
  2. een specifiek gedeelte voor de help(st)ers (53.2);
  3. een specifiek gedeelte voor de verschillende categorieën van gebruikers, nucleaire geneeskunde uitgezonderd (53.3);
    - 53.3.1: gebruik van röntgenstralen voor radiodiagnose
    - 53.3.2: gebruik van röntgenstralen voor botdensitometrie
    - 53.3.3: gebruik van röntgenstralen voor tandradiografie
    - 53.3.4: gebruik van radionucliden voor radiotherapie

- 53.3.7: utilisation des rayons X à des fins de radiodiagnostic en médecine vétérinaire

4. une partie spécifique pour les utilisateurs de sources en médecine nucléaire (53.4) ;

En parallèle, une série de modifications sont apportées:

1. des exigences sont fixées en ce qui concerne les connaissances de base des vétérinaires. L'utilisation des rayonnements ionisants en médecine vétérinaire comporte, en effet, des risques pour le propriétaire de l'animal et pour le vétérinaire ;

2. une transposition plus précise de la directive 97/43/Euratom ;

3. la formation des auxiliaires dans le cadre de la mesure de la densité osseuse ne doit pas être plus large que celle des médecins qui effectuent cette mesure de la densité osseuse. On ne peut pas attendre des auxiliaires qu'ils suivent la même formation que les médecins qui effectuent les mesures et qui en portent la responsabilité ;

4. les médecins ne peuvent pas appartenir à la catégorie des 'auxiliaires' étant donné qu'ils portent eux-mêmes la responsabilité des mesures qu'ils effectuent ;

5. à l'instar des dentistes, les vétérinaires sont censés exécuter eux-mêmes les radiographies étant donné qu'ils portent la responsabilité des interventions qu'ils effectuent ;

6. Un contrôle des connaissances est également nécessaire dans le cadre de la formation complémentaire et ce afin de s'assurer que la formation suivie a été effectuée avec fruit ;

- Le titre de l'article 53.4. a été reformulé ;

- 53.3.7: gebruik van röntgenstralen voor radiodiagnose in de diergeneeskunde

4. een specifiek gedeelte voor de gebruikers van bronnen in de nucleaire geneeskunde (53.4);

Er worden tezelfdertijd een aantal wijzigingen aangebracht:

1. Er worden vereisten gesteld in de basiskennis van de dierenartsen. Het gebruik van ioniserende stralingen in de diergeneeskunde houdt immers risico's in voor de eigenaar van het dier en de dierenarts zelf;

2. een precieze omzetting van richtlijn 97/43/Euratom;

3. de opleiding van de helpers bij botdensitometrie moet niet uitgebreider zijn dan voor de artsen die de botdensitometrie uitvoeren. Men kan niet van de helper verwachten dat hij dezelfde opleiding volgt als de arts die de handelingen uitvoert en er de verantwoordelijkheid voor draagt;

4. artsen kunnen niet tot de categorie van 'helpers' behoren aangezien zij zelf de verantwoordelijkheid dragen voor de gestelde handelingen;

5. dierenartsen worden, zoals de tandartsen, verondersteld zelf de radiografieën uit te voeren aangezien zij de verantwoordelijkheid dragen voor de gestelde handelingen;

6. ook voor de aanvullende opleiding is een kenniscontrole nodig en dit om zeker te stellen dat de gevolgde opleiding met vrucht werd voltooid;

- De titel van artikel 53.4. werd geherformu

- Aux articles 53.4.1., 1<sup>er</sup> alinéa et 53.4.2., 1<sup>er</sup> alinéa, l'autorisation spéciale devient une autorisation normale puisque le mot 'spéciale' n'a aucune raison d'être ;
  - L'article 53.4.1., alinéa 3 est reformulé pour clarifier le texte ;
  - L'ancien article 53.4.2., alinéas 2 et 3 comporte des dispositions qui sont en fait transitoires. Ces dispositions sont donc reprises dans les dispositions transitoires ;
  - A l'article 53.4.2., alinéa 4, les mots 'visé à l'article 54.9' sont supprimés parce qu'il n'apparaissait pas clairement si ces mots se rapportaient à l'avis qui doit être demandé ou bien au jury médical ;
  - A l'article 53.4.2., alinéa 5, les mots 'visé à l'article 54.9' sont supprimés parce qu'il n'apparaissait pas clairement si ces mots se rapportaient à l'avis qui doit être demandé ou bien au jury médical. En lieu et place, il a été choisi d'utiliser les mots "jury médical" afin de garantir l'uniformité des notions ;
  - L'article 53.5. a pour but d'éviter toute discrimination sur base de la nationalité ;
  - Le titre de l'article 54.9. a été modifié pour que le titre corresponde aux références à cet article ;
  - Article 54.9., 1<sup>er</sup> alinéa : Pour éviter toute confusion et tout malentendu, il est proposé de ne conserver qu'un seul jury médical, qui devra traiter tous les aspects médicaux. L'objectif consiste à ce que le Jury puisse se rassembler dans différentes compositions en fonction des sujets à traiter (radiophysique, médecine du travail, médecine nucléaire, ra
- leerd;
- In de artikelen 53.4.1., lid 1 en 53.4.2., lid 1, wordt de speciale vergunning een gewone vergunning aangezien het woord 'speciale' geen bestaansreden heeft;
  - Artikel 53.4.1., lid 3 wordt geherformuleerd teneinde een duidelijkere tekst te bekomen;
  - Het oude artikel 53.4.2., lid 2 en lid 3 bevatte bepalingen die eigenlijk overgangsbepalingen zijn. deze bepalingen worden bijgevolg opgenomen bij de overgangsbepalingen;
  - In artikel 53.4.2., lid 4 zijn de woorden bedoeld in artikel 54.9 geschrapt aangezien het niet duidelijk was of deze woorden sloegen op het advies dat moet gevraagd worden of op de medische jury;
  - In artikel 53.4.2., lid 5 zijn de woorden bedoeld in artikel 54.9 geschrapt aangezien het niet duidelijk was of deze woorden sloegen op het advies dat moet gevraagd worden of op de medische jury. In plaats daarvan wordt geopteerd voor de woorden medische jury te hanteren teneinde de éénvormigheid van de begrippen te garanderen;
  - Artikel 53.5. heeft tot doel discriminatie op grond van nationaliteit te vermijden;
  - De titel van Artikel 54.9. werd gewijzigd, zo stemt de titel overeen met de verwijzingen naar dit artikel;
  - Artikel 54.9., lid: 1 Om verwarring en misverstanden te voorkomen wordt voorgesteld om slechts één Medische Jury te behouden, die alle medische aspecten dient te behandelen. De bedoeling is dat deze medische jury in een veranderlijke samenstelling samenkomt, naargelang de te behandelen onderwerpen (stralingsfysica, arbeidsgnees-

diothérapie). Suite à l'abolition du jury médical visé au précédent article 75, le titre professionnel particulier de médecin spécialiste en médecine du travail a été ajouté ;

- L'article 54.9., alinéa 2 : Pour éviter toute confusion et tout malentendu, il est proposé de ne conserver qu'un seul jury médical, qui devra traiter tous les aspects médicaux. L'objectif consiste à ce que le Jury puisse se rassembler dans différentes compositions en fonction des sujets à traiter (radiophysique, médecine du travail, médecine nucléaire, radiothérapie) ;
- La modification à l'article 54.9, alinéa 4 résulte du choix de ne conserver qu'un seul Jury médical ;
- L'abrogation et la suspension ont été ajoutées dans le titre de l'article 55.1 ;
- L'ancien article 55.1 est superflu étant donné que la déclaration de modifications apportées à des locaux, installations et sources est notamment traitée à l'article 12 ;
- Les 1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> alinéas de l'article 55.1. comportent chacun la possibilité d'abroger les autorisations délivrées. De cette manière, il est possible d'éviter facilement la rétroactivité du retrait dans les cas où des conséquences extrêmes ne sont pas souhaitables ;

### L'article 3:

- Suite à l'entrée en vigueur du présent projet, l'article 81.6. (mesures transitoires relatives au chapitre VI) est remplacé. Le texte de substitution comporte les modifications suivantes par rapport au texte remplacé :

kunde, nucléaire geneeskunde, radiotherapie). Ten gevolge van de afschaffing van de medische jury bedoeld in het vroegere artikel 75, werd de bijzondere beroepstitel van geneesheer-specialist in de arbeidsgeneeskunde hier toegevoegd;

- Artikel 54.9., lid 2: Om verwarring en misverstanden te voorkomen wordt voorgesteld om slechts één Medische Jury te behouden, die alle medische aspecten dient te behandelen. De bedoeling is dat deze medische jury in een veranderlijke samenstelling samenkomt, naargelang de te behandelen onderwerpen (stralingsfysica, arbeidsgeneeskunde, nucleaire geneeskunde, radiotherapie);
- De wijziging in artikel 54.9., lid 4 vloeit voort uit het feit dat geopteerd werd om slechts één Medische Jury te behouden;
- De opheffing en de schorsing werden toegevoegd in de titel van artikel 55.1;
- Het oude artikel 55.1 is overbodig, aangezien de melding van wijzigingen aan lokalen, installaties en bronnen o.m. in artikel 12 behandeld wordt;
- In artikel 55.1., 1<sup>e</sup> en 2<sup>e</sup> lid, wordt telkens de mogelijkheid voorzien om de afgeleverde vergunningen op te heffen. Op die manier kan de retroactieve werking van de intrekking op een eenvoudige wijze vermeden worden in gevallen waarin dergelijke verregaande gevolgen niet wenselijk zijn;

### Artikel 3:

- Ten gevolge van het in werking treden van het voorliggende ontwerp, wordt artikel 81.6. (overgangsmaatregelen betreffende hoofdstuk VI) vervangen. De vervangende tekst bevat volgende wijzigingen in vergelijking met het vervangen artikel:

- Les alinéas 1<sup>er</sup>, 3 et 4 peuvent être abrogés ;

- En ce qui concerne les équipements destinés au radiodiagnostic des personnes visées à l'article 51.6.2 achetés avant le 1<sup>er</sup> mars 2002, l'Agence se réserve le droit de décider que certaines catégories d'équipements doivent être équipés d'un système approprié permettant l'évaluation de la dose au patient au cours de la procédure radiologique et de définir les modalités de l'adaptation des appareils. Il ne serait pas raisonnable d'exiger, pour tous les appareils achetés avant le 1<sup>er</sup> mars 2002, qu'ils soient équipés d'un système visé à l'article 51.6.2., §1. Cette mesure permet de ne prévoir cette exigence que pour les seules catégories d'appareils qui présentent le plus grand risque d'exposition élevée ;

- Dans l'ancien alinéa 5, la proposition "Les autorisations visées au chapitre VI, qui ont été accordées avant la date d'entrée en vigueur du présent arrêté... » a été adaptée comme suit : « Les autorisations visées au chapitre VI, qui ont été accordées avant le 8 novembre 2006, ... ».

## **II. AVIS EMIS PAR LE CONSEIL SUPERIEUR LORS DE SA REUNION DU 15 DECEMBRE 2006**

Le Conseil supérieur pour la prévention et la protection au travail conseille d'effectuer à l'avenir un réexamen critique et approfondi des exigences de formation, en concertation avec les groupes concernés. Dans ce sens le Conseil demande qu'une radioscopie approfondie soit faite des exigences de formation des formations actuelles et cela en vue d'une harmonisation et de l'efficience.

Le Conseil souhaite être associé à ce réexamen pour

- De leden 1, 3 en 4 kunnen worden opgeheven;

- Voor wat betreft de toestellen voor de radiodiagnose van personen bedoeld in artikel 51.6.2. die aangekocht werden vóór 1 maart 2002, behoudt het Agentschap zich het recht voor om voor sommige categorieën van toestellen te bepalen dat zij moeten uitgerust worden met een systeem dat toelaat de gedurende de radiologische procedure door de patiënt opgelopen dosis te bepalen, alsook de modaliteiten voor de aanpassing van de toestellen. Het zou immers onredelijk zijn om voor alle toestellen die voor 1 maart 2002 werden aangekocht, te eisen dat zij uitgerust zijn met een systeem zoals bedoeld in artikel 51.6.2., §1. Deze maatregel laat toe om dit enkel te eisen voor de categorieën van toestellen die de grootste kans op een hoge blootstelling inhouden;

- In het oude lid vijf werd de zinsnede "De vergunningen bedoeld in hoofdstuk VI, die werden verleend vóór de datum van inwerkingtreding van dit besluit, ..." aangepast als volgt: "De vergunningen bedoeld in hoofdstuk VI, die werden verleend vóór 8 november, ...".

## **II. ADVIES UITGEBRACHT DOOR DE HOGE RAAD TIJDENS ZIJN VERGADERING VAN 15 DECEMBER 2006**

De Hoge Raad voor preventie en bescherming op het werk adviseert om in de toekomst, in overleg met de betrokken groeperingen een kritisch heronderzoek uit te voeren van de opleidingseisen. In die zin vraagt de Raad dat er een grondige doorlichting zou gebeuren van opleidingseisen van de bestaande opleidingen, en dit met het oog op harmonisering en efficiëntie.

De Raad wenst bij dat heronderzoek betrokken te

autant qu'ils s'agit d'aspects relatifs à la prévention et la protection des travailleurs.

Dans ce cadre, le Conseil s'interroge par exemple sur l'exactitude de la considération suivant laquelle les auxiliaires dans le cadre de la mesure de la densité osseuse ne doit pas être plus large que celle des médecins qui effectuent cette mesure de la densité de la densité osseuse (art. 53.2). Comme tant d'autres métiers, les opérateurs d'appareils et de machines sont quotidiennement confrontés avec la commande réelle de ces appareils et ces machines et courent ils le risque d'être soumis à des dangers spécifiques. Leur formation doit donc être plus axée sur la pratique et être d'un autre niveau que celle des personnes sous l'autorité et la responsabilité desquelles ils travaillent.

### **III. DECISION**

Remettre l'avis au Ministre de l'Emploi et au directeur général de l'AFCN.

worden voor zover het aspecten betreft die betrekking hebben op preventie en de bescherming van de werknemers.

In dat kader stelt de Raad zich bijvoorbeeld de vraag of de overweging dat de opleiding van de helpers bij botdensitometrie niet uitgebreider moet zijn dan die voor de artsen die de botdensitometrie uitvoeren (art. 53.2) wel correct is. Zoals zo vele andere beroepen worden de operatoren van toestellen en machines dagdagelijks geconfronteerd met de reële bediening van die toestellen en machines en lopen zij het risico aan specifieke gevaren blootgesteld te worden. Hun opleiding moet dan ook meer op de praktijk gericht zijn en van een ander niveau dan dat van de personen onder wiens leiding en verantwoordelijkheid zij werken.

### **III. BESLISSING**

Het advies aan de Minister en de directeur-generaal van het FANC bezorgen.